



Arrêté n° DDT-56-2016183-0002

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---  
Société IMPRIMA  
Commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC

---  
Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure

---  
La Préfète de l'Aube,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, Livre V - partie réglementaire et partie législative - Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** le code de l'environnement, Livre I - partie législative, et notamment l'article L.171-8,

**VU** l'arrêté ministériel du 25 juillet 2001 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2330 de la nomenclature des installations classées : « Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles »,

**VU** l'arrêté préfectoral n°06-0756 du 1<sup>er</sup> mars 2006 portant prescriptions complémentaires notifié à la société SIEM Industries, modifiant et annulant les prescriptions des arrêtés n°87-1247 du 1<sup>er</sup> avril 1987 et n°00-0823A du 13 mars 2000,

**VU** le courrier en date du 28 mai 2008, dans lequel la société C & M informe la préfète de l'Aube du rachat de la société SIEM INDUSTRIES,

**VU** le courrier en date du 14 septembre 2009, dans lequel la société IMPRIMA informe la préfète de l'Aube du rachat de la société C & M,

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 14 juin 2016, suite à une visite d'inspection de l'établissement le 4 mai 2016,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'acter le changement d'exploitant porté à la connaissance de l'administration,

**CONSIDERANT** que la visite d'inspection du 4 mai 2016 a mis en évidence des non-conformités vis-à-vis du référentiel étudié, de nature à compromettre les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La société IMPRIMA, dont le siège social est situé 8, rue Antoine Lumière – 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC, est désignée dans la suite du présent arrêté « l'exploitant ».

### **ARTICLE 2**

L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous un délai de 2 mois, les dispositions des articles 3.3, 3.5, 5.1, 5.4, 5.5, 5.9 et 7.4 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 2001 susvisé, ainsi que les dispositions de l'article 6.3 pour les émissions captées au droit du tunnel de séchage.

### **ARTICLE 3**

L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous un délai de 4 mois, les dispositions de l'article 7.2 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 2001 susvisé.

### **ARTICLE 4**

L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous un délai de 6 mois, les dispositions des articles 3.6, 6.1, 6.2 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 2001 susvisé, ainsi que les dispositions de l'article 6.3 pour les émissions autres que celles du tunnel de séchage, en particulier l'atelier de préparation des encres.

### **ARTICLE 5**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions des articles 1 à 4 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 6**

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## **ARTICLE 6**

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de LA CHAPELLE-SAINT-LUC pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la mairie à la préfecture de l'Aube – direction départementale des territoires – secrétariat général – bureau juridique.

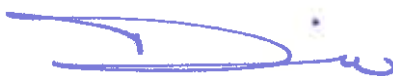
## **ARTICLE 7**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise au maire de LA CHAPELLE-SAINT-LUC.

Notification en sera faite au directeur de la Société IMPRIMA.

Troyes, le 1<sup>er</sup> juillet 2016

La Préfète

A stylized signature in blue ink, consisting of a large 'D' followed by a horizontal line and a small flourish.

Isabelle DILHAC

